L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS
BUREAU, No. .. RUE DE CHARTRES
JEUDI .. AOUT

VENTES JUDICIAIRES.

Henry Lazarus vs. H. Cohn & H. Levy.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans — No 10,941 — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, dix huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un terrain situé dans le Quatrième District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues Washington, Fulton, Quatrième et Rousseau. Le dit terrain mesure, mesure anglaise, trente trois pieds dix pouces de face à la rue Quatrième sur cent vingt pieds de profondeur, et est composé de

1o—Un terrain désigné par le No vingt et un suivant plan dressé par N. L. Acthinson, et déposé en l'étude de H. B. Cenas, ci-devant notaire public en cette ville. Acquis de la succession de Faustin St-Amand, suivant acte, en date du 11 d'avril 1859 au rapport de J. R. Borgstede, alors Recorder et ex-officio notaire public pour la paroisse de Jefferson.

2o—Et d'une langue ou portion de terre mesurant deux pieds quatre pouces de face à la rue Quatrième et s'étendant sur toute la profondeur du Terrain No vingt-deux.

La dite langue ou portion de terre a été prise du terrain No vingt-deux du dit plan, du côté du No vingt et un, et a été acquise de Henry Weber suivant acte au rapport de J. D. Coffey, notaire public, en date du 26 août 1856.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Appartenant au défendeur Hayman Levy et saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

17 aout—25—sept 1,18,18

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs. Pierre-Jean Aroni.

DEUXIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 27,157—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux terrains situés au faubourg Washington dans le Troisième District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues de la Levée, Elmire, Moreau et Congrès, désignés par les Nos. Un et Deux, d'après un plan dressé par J. A. Pueyo, ci-devant arpenteur, le 18 de mars 1844.

Les dits terrains ayant, mesure américaine, les dimensions suivantes, savoir:— Le No Un, trente pieds, deux pouces et une ligne de face au Chemin Public, entre les rues Elmire et du Congrès, trente pieds sur la ligne derrière, cent trente-trois pieds, sept pouces et cinq lignes de profondeur sur la ligne supérieure et cent trente pieds, sept pouces et un quart de ligne de profondeur sur la ligne inférieure. Ensemble avec trente (30) actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane garanties par hypothèque sur la dite propriété.

Le No Deux, contigu au précédent, mesure trente pieds deux pouces et une ligne de face au Chemin Public, trente pieds sur la ligne derrière, cent trente pieds, sept pouces et un quart de ligne de profondeur sur la ligne supérieure, et cent vingt-sept pieds, six pouces et trois lignes de profondeur sur la ligne inférieure. Ensemble avec trente (30) actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, garanties par hypothèque sur la dite propriété.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent sur les dits terrains avec tous les droits à la [illegible], en face de la dite propriété.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Joseph Marrero, suivant acte au rapport de Ad. Boudousquie, notaire public en cette ville, en date du 8 d'avril 1853.

Ensemble dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—L'acquéreur fournira deux stock [illegible] en faveur de la Banque des Citoyens de la Louisiane pour la somme de six cent soixante-douze piastres [illegible] payables respectivement le 1er décembre [illegible] et renouvelables conformément aux termes de la charte de la dite Banque. L'acquéreur assumera toutes les obligations et responsabilités imposées aux acquéreurs de la dite banque. Et les stock notes ainsi [illegible] seront identifiées avec l'acte d'hypothèque par Pierre Passebon, en faveur de la dite Banque des Citoyens, au rapport de Charles Boudousquie, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 1er juin [illegible] avec l'acte de vente par J. Marrero à P. J. Aroni, en date du 8 d'avril 1853, au rapport d'Ad. Boudousquie, notaire public en cette ville, et avec l'acte de vente du [illegible]. Et la balance du prix d'adjudication, comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

[illegible]—7, 16, 24; 1, 8 sept.

W. C. Budd vs. Joseph Stinson.

TROISIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No. 21,240.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le MARDI, dix-huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux terrains situés au faubourg Ste Marie, dans le Premier District de cette ville, dans l'ilet compris entre les rues Girod, du Camp et Ste Marie et rue Sud, Place Lafayette, désignés par les Nos. Un et Deux, suivant plan dressé par Alfred Fortall, alors député arpenteur, daté 1er février 1852 et annexé à un acte au rapport de L. T. Caire, ci-devant notaire public en cette ville, daté du 5 mars 1852.

Les dits terrains mesurent, chacun, plus ou moins, [illegible] pieds de face à la dite rue Sud Place Lafayette, [illegible] vingt-sept pieds, plus ou moins, de largeur et de profondeur à la rue du Camp dont il forme l'angle. Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant, connus sous le nom de "Florance House."

2o Un terrain situé au faubourg Ste-Marie, dans le Premier District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues Girod, du Camp et Ste-Marie et Sud de la Place Lafayette, désigné par le No Trois, d'après un plan dressé par Alfred Fortall, ci-devant arpenteur, daté le 1er février 1852 et annexé à un acte au rapport de L. T. Caire, autrefois notaire public en cette ville, en date du 5 mars 1852, le dit terrain mesure [illegible] Sud de la Place Lafayette, sur quatre-vingt deux pieds de profondeur, dont cette propriété.

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent.

Ensemble aussi avec le droit d'usage derrière d'une allée de trois pieds de largeur, suivant sur la rue du Camp [illegible] qui est réservé pour l'usage commun [illegible] propriétaires des terrains avoisinants, suivant le plan [illegible].

Ensemble avec quatre cent cinquante (450) actions au fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, garanties par hypothèque sur la dite propriété.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite [illegible] suivant acte au rapport de A. Boudousquie, notaire public en cette ville, en date du 4 mai 1859.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—L'acquéreur assumera le paiement d'une [illegible] en faveur de la Banque des Citoyens de la Louisiane pour la somme de [illegible] piastres, payables le [illegible] de juin prochain (1867) et renouvelables conformément aux termes de la charte de la dite Banque [illegible] et la balance du prix d'adjudication, comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

[illegible]—27—sept 4,11,18

C. A. Schneidau & Co. vs. W. T. Pennington capitaine, W. T. Pennington & Glidden, propriétaires de la goëlette "Gipsy."

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No. 21,642—En vertu d'un ordre de vente [illegible] 23 de juillet 1866, et à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI, [illegible] 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

La goëlette GIPSY, ensemble avec ses voiles [illegible] apparaux, telle qu'elle se trouve aujourd'hui [illegible] fleuve Mississippi vis-à-vis le poteau No [illegible] District.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

[illegible]—1 10 17 25 aout

GRAND SALOY vs. CHARLES SEUZENEAU

SIXIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No [illegible]—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le MARDI, onze de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un terrain situé au faubourg Washington dans le Troisième District de cette ville, désigné par le No Sept No 7 borné par les rues Piété, Amour et [illegible] Rousseau, mesurant [illegible] et ayant une profondeur [illegible] décembre 1848, et déposé [illegible].

[illegible]

Ensemble avec l'usage et le privilège de deux allées [illegible].

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

[illegible]—20, 29—sept 4, 11

GOELETTE ADELAIDE, capitaine et les propriétaires.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans — No 17,446 — En vertu d'un writ de [illegible] à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le JEUDI, vingt de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication—

La goëlette ADELAIDE, ensemble avec ses voiles, agrès et apparaux, telle qu'elle se trouve amarrée au Vieux Bassin, près de la rue [illegible].

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

[illegible]

Succession de Adam Nuber et sa femme.

PAR S. GUINAULT, encanteur,
Bureau, coin Bienville et Passage de la Bourse.

SAMEDI, 25 août 1866, il sera vendu, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal [illegible] en vertu d'un ordre de l'Honorable Cour [illegible] District de la Nouvelle-Orléans [illegible].

Deux lots de terre contigus [illegible] dans le Troisième District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues [illegible] Moreau et Lesseps [illegible] désignés par les Nos [illegible] d'après un plan de L. Surgi, en date du [illegible] juillet 1857, et déposé en l'étude de Joseph Cuvillier, notaire [illegible] mesurant chacun 30 pieds 4 pouces de face à la rue [illegible] France et [illegible] une maison en bois No 91 [illegible] cuisine, citerne, puits, latrines, etc.

[illegible]

Termes—Un tiers comptant et la balance à 12 et 18 mois de crédit en billets divisés en coupons portant intérêt à 8 pour cent de date, et 5 pour cent après échéance, [illegible] garantis par hypothèque et réserve du privilège du vendeur [illegible].

Actes de vente par devant A. Dreyfous, notaire public [illegible].

[illegible]—25, 26 aout

Chas. E. Alter vs. Geo. Connelly & Co.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No [illegible]—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI, vingt-cinq d'août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un certain portion de terre située dans le Premier District de cette ville, étant la moitié du lot [illegible] dans l'ilet désigné par le No Quatre-vingt-six, borné par les rues des Remparts, Bassin, du Canal et de la Commune et mesurant [illegible] pieds de face à la rue des Remparts et du Bassin, sur cent vingt-sept pieds de profondeur.

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, privilèges, etc.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

2 juillet—aout 2, 11, 18, 25

Deux maisons basses, Nos. 331 et 333, rue St-Philippe.

Successions de Thomas et Patrick Torney.

Vente pour opérer un partage.

No 27,021 —Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

PAR C. E. GIRARDEY & CO.
Bureau No. 17, Place de la Bourse.

SAMEDI [illegible] septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et Douane, en vertu d'un ordre de l'Honorable P. E. Theard, agissant pour et pendant l'absence de l'Honorable John W. Thomas, juge de la Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, en date du [illegible] juin 1866, il sera vendu à l'enchère publique, pour le compte des successions de Thomas et Patrick Torney, décédés, les propriétés suivantes, savoir:

Deux lots de terre dans le Deuxième District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues St-Philippe, Ursulines, Johnson et Galvez, désignés par les Nos 17 & 18, sur un plan par Bourgerol, le 30 avril 18[illegible], déposé au Bureau de T. Seghers, notaire public, et [illegible] sur le plan No 22 sud, mesurant (mesure américaine), chacun [illegible] pieds de face à la rue St-Philippe, sur une profondeur entre lignes parallèles de [illegible] pieds. Les améliorations consistent en deux maisons basses en bois, [illegible] chaque, cuisine, etc., connues sous les Nos 331 & 333 rue St-Philippe.

Conditions de la vente—Moitié comptant le prix à crédit de 12 et 18 mois en billets garantis par hypothèque sur la propriété, portant intérêt de 8 pour cent par an de la date de la vente à l'échéance, et 8 pour cent de l'échéance jusqu'à parfait paiement. Les améliorations devront être assurées et la police transférée aux vendeurs [illegible].

L'hypothèque entraînera la clause de 5 pour cent pour honoraires d'avocat, dans le cas où il deviendrait nécessaire d'en faire la poursuite judiciairement pour recouvrer le montant des billets. Les billets devront être divisés au gré des héritiers. Les actes de vente et les timbres de revenu [illegible] aux frais des acquéreurs, par devant F. Conderais, notaire public.

19 août—septembre 4, 5, 22

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Citoyens.

BUREAU, RUE CARONDELET, No 3.

Nlle-Orléans, 1er décembre 1865.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1865 .... $229,611 50

Savoir:		
Primes d'incendie	$142,985 85	
Primes de mer	54,783 42	
Primes de rivière	25,232 43	
En moins, primes non expirées	20,382 00	
Primes remboursées	1,271 60	21,651 30
Primes inscrites		$199,949 86
Pertes payées, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$36,312 57	
Sur les risques de mer	31,138 17	
Sur les risques de rivière	16,783 72	
	$68,113 46	
Réassurance	8,748 82	
Quinze pour cent remboursé	16,754 54	
Taxes et licences des Etats-Unis, de la ville et de l'Etat	10,079 82	
Frais, profits et pertes, intérêt de scrip, escompte et intérêt en moins	25,702 70	142,300 34
Montant net des primes participant		$ 48,550 20

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Dû pour primes, en voie de perception	$ 61,694 19
Effets pour primes	27,267 80
Placé en actions de chemins de fer	22,311 00
Placé en actions de banques	71,451 50
Placé en scrips de Compagnies d'Assurance Mutuelle	72,322 00
Prêts sur garanties	10,427 70
Prêts sur hypothèque	15,527 43
En caisse	29,995 02

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, président.

H. CASTAREDE, secrétaire.

Etat de la Louisiane,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.

Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 19 décembre 1865.

SAMUEL MEYERS,
Deuxième juge de paix dans et pour la paroisse d'Orléans.

Les directeurs ont résolu de payer, à partir du 9 février 1866, six pour cent d'intérêt sur les certificats de Scrip non encore payés; ils ont de plus déclaré un dividende-scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participant, pour l'année expirée le 30 novembre 1865 et il sera émis des certificats, pour ledit dividende, à partir du deuxième lundi de février prochain.

DIRECTEURS:

J. Lorber,	J. Lemore,	D'que Bouligny,
A. H. D'Meza,	John Ganche,	Omer Gaillard,
A. Miltenberger,	J. A. Stone,	T. Avendano,
A. Bidault,	A. Marques,	Jas A. White,
	A. Verlois DeGray	

VENTES JUDICIAIRES.

Earhart & Ferguson vs. Harvey Guild.—Les mêmes vs. les mêmes.—Les mêmes vs. Harvey Guild et sa femme.

DEUXIEME COUR DE JUSTICE—Paroisse d'Orléans—Nos 8,621, 8,656 et 8,661—En vertu de trois writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable Geo. H. Braughn, juge de la Douzième Cour de Justice, et du consentement des demandeurs et des défendeurs, je procéderai le samedi, 15 septembre 1866, à midi, au No 190, rue St Charles, Premier District, à la vente à l'enchère publique, d'un lot de meubles de maison et du contenu d'un établissement d'appareils de gaz, tels que: bec de gaz et installations de toute description.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, en billets du Trésor des Etats-Unis.

JOHN C. KUZAC,
Constable de la Deuxième Cour de Justice.

15 aout—19, 31, 15 sept.

CHARLES A. GAYARRE, jr., vs. MICHAEL HUGHES & ARTHUR BELANGER.

QUATRIEME Cour de District de la Nlle-Orléans—No 17,801—En vertu d'un writ de saisie et de vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, dix huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

UNE PROPRIETE située au faubourg Darcantel, dans le Troisième District de cette ville, consistant en un ilet de terre, désigné par le No Vingt deux, et borné par les rues des Français, de l'Union, Pélopidas et Livingston, ayant trois cent vingt pieds de face à chacune des rues des Français et de l'Union, et trois cent neuf pieds onze pouces de face à chacune des deux autres rues, suivant le plan général du dit faubourg, déposé en l'étude de Carlile Pollock, ci-devant notaire public en cette ville.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient aux défendeurs au moyen de l'acquisition qu'ils en ont faite de John Luciani, suivant acte au rapport de Joseph Cuvillier, notaire public en cette ville, en date du 22 de juillet 1863.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

17 aout—25 sept 1, 10, 18

Vente par le shérif de la Paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

Louise Tureaud vs. la veuve A. M. Tureaud, tutrice.

COUR DU QUATRIEME DISTRICT JUDICIAIRE, Paroisse de St-Jacques.

ACTION EN PARTAGE.

En vertu d'un décret rendu le vingt-trois de juillet 1866, par l'Honorable Cour du Quatrième District Judiciaire, Paroisse de St-Jacques, dans l'affaire ci-dessus, le dit décret rendu par suite des délibérations d'une assemblée de famille dûment approuvée et homologuée, je procéderai le MARDI, vingt huit d'août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Quatre terrains situés dans le Quatrième District de la ville de la Nouvelle-Orléans, dans l'ilet borné par les rues Philippe, du Camp, Première et Chestnut et désignés par les numéros Un, Deux, Dix-sept et Dix-huit, suivant plan dressé par B. Buisson, voyer, le 18 de juin 1852 et déposé en l'étude de A. Ducatel, ci-devant notaire public en cette ville.

Les dits terrains sont contigus et mesurent chacun vingt-neuf pieds de face à la rue du Camp et vingt-neuf pieds et six lignes de face à la rue Chestnut, sur cent vingt pieds entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Les bâtisses et améliorations consistent en une élégante maison de maître en bois, à deux étages, couverte en ardoises, dépendances et appartenances, écurie, remise, &c.

Cette propriété est située dans cette partie du Quatrième District, la plus agréable et sera vendue sujette à un bail expirant le 31 octobre prochain 1866, à M. Marshall Smith.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

25 juillet—4,11,18,25,28 aout

Adelaide Viviant vs. William Francis—Wm S Benedict vs. le même—Nos 20,259 et 20,078.

TROISIEME Cour de District de la Nlle-Orléans—En vertu de deux writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus à Charles Bienvenu, ci-devant shérif, et par celui-ci à moi transférés, je procéderai le Samedi Premier de Septembre 1866, à midi à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Trois certains terrains situés dans le Deuxième District de cette ville, dans l'ilet désigné par le No trois, compris entre les rues du Quartier, Dorgenois, Kerlerec et de l'Hôpital. Lesdits terrains sont désignés par les Nos dix-neuf, vingt et quarante-trois, d'après un plan dressé par C. A. de Armas, député arpenteur, daté le 17 d'avril 1852, déposé en l'étude de Joseph Cuvillier, notaire public en cette ville et mesurant comme suit: Les Nos dix-neuf et vingt, chacun, trente-sept pieds de face à la rue du Quartier, sur cent huit pieds de profondeur entre lignes parallèles, et le No quarante-trois a trente sept pieds de face à la rue de l'Hôpital sur cent cinq pieds et sept pouces de profondeur sur la ligne limitrophe au No quarante, suivant plan de dix ... profondeur sur la ligne limitrophe au No quarante-deux.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une maison de résidence basse en bois couverte en bardeaux, avec galerie sur le côté, bâtie dans un jardin, avec jardin devant, une cuisine à deux étages en bois, couverte en bardeaux, écuries en bois couvertes en bardeaux et autres dépendances, droits, servitudes y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Charles-Etienne Choisey, de cette ville, suivant acte au rapport de Richard Brennan, notaire public en cette ville, en date du 3 mars 1860.

Le plan de cette propriété sera exposé à la Bourse quelques jours avant la vente.

Saisie dans les affaires ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS Shérif de la Paroisse d'Orléans

1er aout—10,18,25—Sept 1er

Succession de Thomas Hughes, h. fils, en faveur de Henry Williams, Jr., et de J. Q. Bradford, contre les enfants mineurs de Thomas Hughes.

DEUXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 10,401—En vertu de deux writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI onze de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux terrains situés au bourg Duverjé, sur la rive occidentale du fleuve Mississippi, vis-à-vis de cette ville, désignés par les Nos. Dix sept et Dix huit de l'ilet No Vingt, compris entre les rues Barthélemy, Alix, Seguin et Pierre suivant plan No 22 du Livre de Plans No 4, déposé en l'étude de Paul Caire, ci-devant notaire public en cette ville, pour recours, dressé par Allou d'Hemécourt, ci-devant voyer en date du 15 mars 1852, et ayant mesure américaine, les dimensions suivantes, savoir:

Le No Dix-Sept, trente pieds neuf pouces de face à la rue Alix sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles et trente pieds dix pouces de largeur sur la ligne derrière, contigu d'un côté aux terrains Nos Treize, Quatorze, Quinze et Seize, et de l'autre côté par le terrain No Dix Huit, conformément audit plan.

Le No Dix Huit mesure trente-neuf pieds neuf pouces et cinq lignes de face à ladite rue Alix, sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles, et trente pieds dix pouces et demi de largeur sur la ligne derrière, contigu d'un côté au terrain No Dix Sept et de l'autre côté aux terrains Nos Dix-Neuf, Vingt, Vingt et Un et Vingt Deux, conformément audit plan.

Lesdits terrains appartiennent à ladite succession au moyen de l'acquisition que le défunt en avait faite de la dame Jean Baptiste Olivier, suivant acte au rapport du dit notaire Caire, en date du 26 d'août 1851.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS
Shérif de la paroisse d'Orléans.

[illegible]—7, 27—sept 4 11

W. A. C. CLAIBORNE vs F. E. WILTZ.

CINQUIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 16,986—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI dix de Septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o—UN TERRAIN situé au faubourg Marigny, dans le Troisième District de cette ville, rue de l'Esplanade, entre les rues Grands-Hommes et Casacalvo, étant une portion du terrain désigné par le No Dix-huit de l'ilet No Quatorze, suivant plan du dit faubourg Marigny, dressé le 6 de juin 1809, par J. Tanesse, alors arpenteur de cette ville, et déposé pour recours, par-devant Sel. de M. de Armas, alors notaire public en cette ville, par acte en date du 13 d'octobre 1838.

Le dit terrain mesure, mesure française, cinquante pieds de face à la rue de l'Esplanade, à prendre du côté de la rue des Grands-Hommes, sur cent pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une maison de résidence basse, briquetée entre poteaux et couverte en ardoises, portant le No 191, avec cuisine, &c.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite du demandeur, suivant acte au rapport de notaire public en cette ville, en date du 11 février 1853.

2o—UN TERRAIN situé au faubourg Marigny, dans le Troisième District de cette ville, désigné par le No 681, suivant le plan général du dit faubourg et par le même numéro suivant plan dressé par C. A. De Armas, arpenteur, le 21 de janvier 1859, déposé en l'étude de Philippe Lacoste, ci-devant notaire public en cette ville.

Le dit terrain forme l'angle des rues Claiborne et St-Bernard et mesure soixante-trois pieds onze pouces et deux lignes de face à la rue Claiborne, sur cent cinquante-neuf pieds dix pouces et cinq lignes de profondeur, ou plus amplement d'un acte en date du 1er juillet 1861, au rapport de P. Cottram notaire public en cette ville, portant vente de la dite propriété par Henry Wiltz, au défendeur.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

[illegible]—18, 27 sept 3 10

Succession de feu HENRY MYERS, décédé.

DEUXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 18,576—En vertu d'un ordre de vente rendu le 11 d'août 1866 et à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le VENDREDI, quatorze de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, pour le compte de la dite succession, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o—Un terrain situé au faubourg Tremé, dans le Deuxième District de cette ville, dans l'ilet numéro vingt-neuf, compris entre les rues Bienville, de la Douane, des Marais et Villeré.

Le dit terrain est partie d'une portion de terre désignée par le numéro cinq, suivant plan dressé le 5 de février 1829 par le voyer de la ville et déposé le 13 d'août 1829 en l'étude de Félix de Armas, alors notaire public en cette ville, et formant l'angle des rues Bienville et Villeré et mesure vingt-huit pieds de face à la rue Bienville, et trente-neuf pieds cinq pouces et cinq lignes de profondeur, en ayant cinq pieds et quatre-vingt-six pieds de face à la rue Villeré.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

2o—La moitié du terrain désigné par le numéro deux situé au dit faubourg, dans l'ilet borné par les rues Bienville, de la Douane, Villeré et Robertson.

Le dit terrain mesure trente et un pieds trois pouces et cinq lignes de face à la rue Villeré, sur soixante-trois pieds onze pouces de profondeur, entre lignes parallèles, mesure américaine, borné du côté de la rue Bienville par le terrain No Trois et de l'autre côté par la portion restante du dit terrain No Deux.

3o—Une certaine portion du terrain désignée par le No Trois, située dans l'ilet ci-dessus décrit, au dernier lieu et contiguë à la moitié du terrain susdécrit, et ayant vingt pieds quatre pouces et cinq lignes de face à la rue Villeré, sur soixante-trois pieds onze pouces de profondeur, entre lignes parallèles, mesure américaine, borné d'un côté par le terrain No Deux et de l'autre côté par la portion restante du dit terrain No Trois.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient à la dite succession au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Joseph Reinke, de cette ville, suivant acte au rapport de O. Drouet, notaire public en cette ville, en date du 15 d'août 1861.

Les plans seront exposés à la Bourse quelques jours avant la vente.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

Laout—15, 22, 26, sept.

Compagnie d'Assurance MUTUELLE DES MARCHANDS.

DOUZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 31 mai 1866, y compris les primes non expirées de l'année précédente:

Sur les risques d'incendie	$996,162 60	
Sur les risques de rivières	471,133 02	
Sur les risques de mer	347,238 22	
Total des primes		$1,794,564 22
En moins—Primes non expirées le 31 mai 1866	$ 231,315	
Primes remboursées	35,169 58	
		$266,484 58
Montant net des primes du 31 mai 1866		$1,512,989 64
Pertes payées pendant l'année:		
Sur les risques d'incendie	$ 252,582 16	
Sur les risques de rivières	269,530 60	
Sur les risques de mer	261,592 68	
	$ 583,605 84	
Taxes	39,364 17	
Réassurances, Profits et Pertes	175,988 59	
Remboursé, 10 et 15 pour 0/0	79,309 76	
		$1,028,168 85
Intérêts, moins dépenses		$ 2,540 27
Bénéfice net		$481,385 55
Montant net des primes au 31 mai 1866		$1,512,989 64
Moins montant des primes sur lesquelles il a été remboursé 10 et 15 0/0		527,385 00
Montant des primes participant aux profits		989,134 64

L'actif de la Compagnie est comme suit:

En caisse	$228,459 97
Propriétés foncières	147,081 20
Billets garantis par hypothèques	986,515 71
Billets garantis par nantissements	54,667 15
Actions de Banques	179,709 00
Primes en voie de perception	119,236 98
Effets à recevoir	119,197 44
Scrips d'autres Compagnies mutuelles	45,720 00
Bons de l'Etat de la Louisiane	1,500 00
Actions de la Presse "Levee Steam"	5,000 00
Actions du Dry Dock Vallette	4,375 00
Actions de la Compagnie du Gaz	5,000 00
Bons de la ville	96,434 00
	$1,604,082 35
En moins:	
Intérêts dus et non réclamés $31,378 06	
Interets à payer en juillet 54,169 38	
	$85,547 44
Scrip de 1858 payable en juillet 185,663 00	
Primes non échues le 31 mai 1866 .... 231,315 00	
	$ 502,526 44
Actif net	$1,101,562 91

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans.

Nouvelle-Orléans, 5 juin 1866.

Je soussigné, ce cinq juin 1866, pardevant moi, juge de paix dans et pour la dite paroisse, sont présentés, John Pemberton, président, et Fourchy, secrétaire de la Compagnie d'Assurance des Marchands, lesquels ayant été dûment assermentés, conformément à la loi, ont déclaré que le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

JOHN PEMBERTON, Président.
P. FOURCHY, Secrétaire

Assermenté et signé devant moi, ce — juin 1866.

PAUL W. COLLENS,
Troisième juge de paix.

A une assemblée des Directeurs, tenue le 5 juin 1866, a été résolu de déclarer un dividende, en scrip, de QUARANTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrip seront émis le premier août prochain. Il a été aussi résolu DE PAYER, le second lundi de juillet prochain, LA BALANCE DUE SUR L'EMISSION DE SCRIP DE L'ANNEE 1858 et six pour cent d'intérêt, en billets courants, sur tous les scrips émis par la Compagnie.

DIRECTEURS.

John Pemberton,	Ed. Dupasseur,
Pierre Poutz,	David McCoard,
Chs. Sagory,	P. Maspero,
S. Z. Relf,	J. Morgan Ha[illegible]
J. J. Fernandez,	L. F. Generes.
M. Puig.	

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU SUN.

DIXIEME ETAT ANNUEL
Pour l'année expirée le 31 décembre 1865.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1865, savoir:

Sur les risques d'incendie	$190,093 73	
Sur les risques de mer	65,422 67	
Sur les risques de rivières	247,646 87	
		$503,163 7
Risques non expirés le 31 décembre 1864		39,709 00—542,872 7
A déduire:		
Risques non expirés le 31 décembre 1865	63,343 00	
Primes remboursées le 31 décembre 1865	3,344 64—	66,687 64
Montant net de primes le 31 décembre 1865		$476,184 63
Pertes payées dans la même période:		
Sur les risques d'incendie	$ 34,740 62	
Sur les risques de mer	75,282 23	
Sur les risques de rivières	66,322 58—176,345 43	
A ajouter: Réassurement	31,449 44	
Escompte de quinze pour cent	75,144 18	
Dépenses, taxes, etc., escompte en moins, et intérêt	31,182 14	
Profits et pertes, etc.		
Perte sur l'actif	131,955 05—449,435 24	
Balance		$26,749 39

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placés en bons de la ville et de l'Etat	$464,855 60
Placé en actions de Banque et de Gaz	211,760 00
Prêts garantis	112,500 00
Effets pour primes	41,821 23
Primes dues et en voie de perception	86,455 04
Scrip de compagnies d'assurance mutuelle	19,460 00
Monnaie n'ayant pas cours	9,749 75
En caisse	189,635 07
Total de l'actif	$1,128,374 09

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

JAMES EDWARDS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nlle-Orléans.

Assermentés et signés pardevant moi, ce 17 janvier 1866.

SAMUEL MYERS,
Deuxième Juge de Paix dans et pour la Paroisse d'Orléans.

L'intérêt de six pour cent sur les certificats de scrips non encore payés sera payé à partir du 12 février prochain.

THOMAS SLOO, Président,
JOHN G. GAINES, Vice Président.
JAMES EDWARDS, Secrétaire.

DIRECTEURS.

John G. Gaines,	H. T. Lonsdale,
John C. Ricks,	Sumpter Turner,
E. J. Hart,	B. Bisone,
J. H. Stauffer,	J. B. Bres,
Henry Renshaw,	Théo. A. James,
Thomas Sloo,	J. C. Barrelli.

19janv—

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle Orléans.

SIXIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa Charte, la Compagnie présente l'état suivant:

Montant des primes non expirées en 1864 .... $74,773 0.

Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1865:

Sur les risques d'incendie	$195,126 27	
Sur les risques de mer	38,823 05	
Sur les risques de rivières	67,692 41	
		301,641 73
Total des primes		$376,414 73
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1865	$93,284 00	
Primes remboursées	3,384 67	
		96,668 67
Montant net des primes		$279,746 06
Pertes: Sur les risques d'incendie	$51,420 00	
Sur les risques de mer	20,624 85	
Sur les risques de rivières	51,744 19	
	$126,789 13	
Taxes	13,710 18	
Réassurances	5,823 60	
Dépenses générales, intérêts en moins	18,471 77	
Intérêt de scrip	21,936 80	
		186,731 57
Bénéfice net		$93,014 49

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets pour primes	$6,306 88
Billets garantis par nantissement et hypothèque	113,548 38
Dû pour primes en voie de perception	73,076 71
Actions de la Compagnie du Gaz, bons de l'Etat de la Louisiane, de la ville et autres bons	161,990 00
Scrips de différentes compagnies d'assurance	102,000 00
Propriétés foncières	26,314 45
En caisse	77,663 47
	560,847 8
En moins: Intérêt non réclamé sur scrip	$6,655 20
Intérêts payables sur scrip	21,936 80
Réclamations non encore réglées	13,309 00
	41,900 00
	$518,899 83

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.

Qu'on se souvienne qu'aujourd'hui, 9 janvier 1866, pardevant moi, soussigné, notaire public, dans et pour la susdite paroisse, se sont présentés Jules E. Tuyes, Président, et J. W. Hincks, Secrétaire, de la compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans, à la Nlle-Orléans—lesquels ayant été dûment assermentés conformément à la loi, ont déclaré que le susdit tableau est exact et une copie exacte tirée des livres de la compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

Assermentés et signé pardevant moi, ce 9 janvier 1866.

F. CHS. CUVELLIER,
Notaire Public.

Les directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de la compagnie pour l'année expirée le 31 décembre 1865 et il sera émis pour ce dividende, des certificats à partir du 2 avril prochain.

L'intérêt de six pour cent dû sur les certificats (non encore payés) de profit, sera payé aux détenteurs ou à leurs ayants-cause, à partir du deuxième lundi de mars.

-DIRECTEURS-

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
G. W. Babcock,	Wm Steven,
George Urquhart,	Jos. Deynoodt,
J. A. White,	Chs. Lafitte,
W. F. Vredenburgh	J. M. Lapeyre,
T. Bailly Blanchard Jr.	Jules Tuyes

10jan 30f aniv1a

Compagnie d'Assurance Mutuelle DE LA LOUISIANE.

Au coin des rues Camp et Gravier.

DOUZIÈME ETAT ANNUEL

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 28 février 1866 .... $993,549 64

Savoir—primes d'incendie	$ 296,455 48	
de marine	156,702 71	
de rivières	380,381 45	
		$993,549 64
En moins, primes remboursées	$ 3,899 00	
do primes non expirées	51,680 00	
		$ 55,485 00
Montant net des primes		$ 848,061 61

PERTES PAYEES

Pertes par l'incendie	$ 66,345 64
Pertes sur mer	131,366 92
Pertes sur les rivières	215,190 84
	$ 412,903 30
Réassurances	50,229 24
Dépenses générales, taxes, intérêt, profits et pertes	140,915 13
	604,045 73
Bénéfice net	$244,015 —

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placé en propriétés foncières	$37,663 62
Placé en hypothèques sur propriétés foncières	58,262 50
Placé en bons de la ville et autres	101,380 00
Placé en actions de banques	105,130 00
Placé en scrip de compagnies d'assurance	119,494 00
Prêts garantis	18,650 00
Effets	55,294 81
Primes en voie de perception	137,861 16
En caisse	204,149 21
	$877,835 06

Le tableau qui précède est une copie tirée des livres de la Compagnie.

CHARLES BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.

Assermenté et souscrit devant moi, ce 16 mars 1866.

EDMOND MEUNIER,
Troisième juge de paix de la paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes participant des primes pour l'année expirée le 28 février 1866, et il sera émis des certificats pour ledit dividende à partir du 2 juillet prochain.

Les certificats de scrip émis pour l'année 1860 seront payés et il sera payé en outre six pour cent d'intérêt, sur tous les certificats de scrip non encore payés, le deuxième lundi de mai 1866, aux porteurs desdits certificats ou à leurs ayants-cause.

CHARLES BRIGGS, Président.
A. CARRIERE, Vice Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

DIRECTEURS.

Charles Briggs,	Archibald Montgomery,
Ant. Carriere,	Henry J. Vose,
George A. Fosdick,	Jas. Jackson,
Mason Pilcher,	E. Marquez,
R. Brugier,	Alfred Dolhonde,
E. Cramer,	Chs. Weisbaum,
Charles Lafitte,	A. Lescourt,
John S. Maunsell,	Frank Williams,
P. Anderson,	Thomas Byrne,
Alfred Kearny,	John Thornhill,
A. R. Montgomery,	W. A. Violett,
A. F. Frerichs,	D. Piaggio,
A. P. Noblom,	Hugh McDonald,
Geo. W. Dunbar,	Harlow J. Phelps,
E. F. Stockmeyer,	Wm. M. Pinckard
George W. Hyman,	Henry H. Bryan

S. L. Wooldridge.

INSURANCES.

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

OFFICE, No. 3 CARONDELET STREET,
New Orleans, December 1, 1865.

In conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of premiums received for the year ending November 30, 1865 .... $229,611 50

To wit:		
Fire Premiums	$142,595 5	
Marine Premiums	54,783 42	
River Premiums	25,232 43	
Less Unterminated Premiums	28,382 00	
Returned Premiums	1,271 60—	29,661 30
Entered Premiums		$199,949 86
Losses paid, viz.:		
On Fire Risks	$36,312 57	
On Marine Risks	31,138 17	
On River Risks	16,783 72	
	$85,113 46	
Reinsurance	8,748 82	
Fifteen Per Cent. Returns	16,754 54	
United States, State and City Taxes and Licenses	10,079 82	
Add Expenses, Profit and Loss, Interest on Scrip less Discount and Interest	25,702 70—	146,270 34
Net Earned Participating Premiums		$48,550

The Company have the following Assets, viz.:

Due for Premiums in course of collection	$61,694 19
Bills Receivable for Premiums	27,267 80
Invested in Railroad Stocks	22,311 00
Invested in Bank Stocks	71,451 50
Invested in Scrip of Mutual Insurance Companies	72,322 00
Loans on Pledge	10,427 70
Loans on Mortgage	15,527 43
Cash on hand	29,995 02
	$321,294 64

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

O. GAILLARD, President.

H. CASTAREDE, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 19th day of December, 1865.

SAMUEL MEYERS,
Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent. Interest on the outstanding Certificates of Scrip on and after the 9th day of February, 1866; and have further declared a Scrip Dividend of Twenty-five Per Cent. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th November, 1865, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next.

TRUSTEES:

J. Lorber,	J. Lemore,	D'que Bouligny,
A. H. D'Meza,	John Ganche,	Omer Gaillard,
Ar. Miltenberger,	J. A. Stone,	T. Avendano,
A. Bidault,	A. Marques,	Jas A. White,
	A. Verlois DeGray.	

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Premiums received during the year ending 31st May, 1866, including unearned premiums of the previous year:

On Fire Risks	$996,168 60	
On River Risks	471,133 02	
On Marine Risks	347,232 60	
Total premiums		$1,794,564 22
Less premiums unearned on 31st May, 1866		$ 231,315 00
Return premiums		$ 1,555,239 22
		35,169 58
Net earned premiums 31st May, 1866		$1,518,069 64
Losses paid during the year:		
On Fire Risks	$ 252,582 16	
On River Risks	269,530 60	
On Marine Risks	261,592 68	
Total losses	$ 583,605 81	
Taxes	39,364 17	
Reinsurance and profit & loss	175,988 59	
10 and 15 per cent returns	79,309 76—	1,028,168 85
		$ 489,900 79
Add Interest, less expenses		2,540 27
Net Profit		$481,385 55
Net earned premiums 31st May, 1866		$1,518,069 64
Less amount on which ten or fifteen per cent have been returned		527,935 00
Amount participating in profit		$990,134 61

The Company have the following assets:

Cash on hand	$228,459 97
Real Estate	147,081 20
City Bonds	96,434 00
Gas Light Stock	5,000 00
Notes secured by mortgage	986,515 71
Notes secured by pledge	54,667 15
Bank Stocks	179,709 00
Bills receivable	119,197 44
Premiums in course of collection	119,236 98
Scrips of Mutual Companies	45,720 00
Louisiana State Bonds	1,500 00
Stock Levee steam Cotton Press	5,000 00
Stock Vallette Dry Dock Company	4,375 00
	$1,604,082 35
Less Unclaimed interest due on scrips	$31,378 06
Interest payable in July next on all outstanding scrips	54,169 38—85,547 44
Scrip of 1858 redeemable in July next	185,663 00
Unearned premiums on 31st May, 1866	231,315 00—502,525 44
Net assets	$1,101,562 91

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on the 5th day of June, 1866, before me, the undersigned, a Justice of the Peace in and for the Parish aforesaid, personally came and appeared JOHN PEMBERTON, President, and PAUL FOURCHY, Secretary of the Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans, who, being duly sworn, according to law, did depose and say that the above statement is just, true, and a correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.

PAUL FOURCHY, Secretary.

Sworn to and subscribed before me this 5th day of June, 1866.

PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 5th of June, 1866, it was resolved to declare a scrip dividend of 40 per cent. on the net earned participating premiums for the year ending on the 31st May, 1866, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay, on and after the second Monday in July next, the balance due on Scrip issue of 1858, and six per cent. interest in common currency on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS

Ed Dupasseur,	John Pemberton,	David McCoard,
P. Maspero,	Pierre Poutz,	S. Z. Relf,
L. F. Generes,	M. Puig,	J. J. Fernandez,
	J. Morgan Hall,	Chas. Sagory.

UNION INSURANCE COMP'Y OF NEW ORLEANS.

NINTH ANNUAL STATEMENT of the Union Insurance Company, published as required by law and their Charter.

Amount of premiums received during the year ending April 30th, 1866.

Premiums on Fire Risks		$142,997 91
River		71,721 16
Marine		57,[illegible]
		282,657 87
Less Return Premiums		2,435 44
		280,222 44
Unearned Premiums April 30th, 1865		22,272 30
		$302,560 74
Paid Losses during the year viz:		
Fire Losses	$23,015 70	
River Losses	21,319 40	
Marine Losses	55,511 43	
Total Losses		[illegible]
Reinsurance		
Expenses, Interest on Scrip and Profit, Loss and Interest Account	71,791 25	
Taxes and Internal Revenue	7,054 72	
Fifteen per cent Returned	36,524 87	
Reserved for unterminated Risks	38,647 12—	259,871 40
Nett Profits		$41,639 36
The Assets of the Company, are		
Capital Stock Notes		$129,129 30
Loans secured by Mortgage		8,776 66
Loans secured by Pledge		27,850 12
Bills Receivable for Premiums		89,399 37
Stocks, Bonds and other securities		145,666 83
Individual accounts for premiums		61,724 43
Cash		20,076 27
Real Estate		19,507 73
		$438,380 31

The above statement is a correct transcript from the books of the Company.

A. CHIAPELLA, President.

J. M. CRAWFORD, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, PARISH OF ORLEANS,
City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this Ninth day of May, 1866.

S. MAGNER,
Notary Public.

The Board of Directors have declared a dividend to the stockholders of Sixteen 66-100 dollars per share. Said dividend to be placed to the credit of unpaid Stock account. They have further resolved to pay Six per cent. interest on the outstanding certificates of Scrip, to the holders thereof on and after Monday, 14th inst.

The Company continues to insure against the perils of the seas, rivers, and loss or damage by fire, at the current rates of premium, and return Twenty per cent cash to parties insuring.

DIRECTORS

J. H. Euner,	L. F. Generes,
A. Chiapella,	R. W. Ogden,
P. Durrive,	W. B. Schmidt,
C. Kohn,	J. J. Fernandez,
J. A. Seignouret,	A. Coutin,
Jno. J. Adams,	A. Brousseau,
Victor Burthe,	C. Bianchin,
S. Saloy.	

may10 1y

Vente par le Shérif de la Paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

MARIE WILHELMINE STEISSMEIER, épouse de Conrad Frederick Steissmeier et als vs la dame LOUISA REINLING, épouse de Conrad S. Reinking et al:

Deuxième Cour de District de la Nouvelle Orléans—No 27,143.

(ACTION EN PARTAGE.)

EN vertu d'un décret rendu et signé le 27 de juillet 1866, et à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le vendredi, 31 d'août 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à l'effet d'opérer un partage, à la vente publique et adjudication des propriétés dont description suit, savoir:

1o. Un terrain situé au faubourg Tremé, dans le Deuxième District de cette ville, désigné par le No deux, d'après un plan dressé par Voilquin, ci-devant arpenteur, daté du 15 juin 1836, dans l'ilet borné par les rues Villeré, Dumaine, Ste Anne et des Marais.

Le dit terrain mesure vingt-neuf pieds, trois pouces et quatre lignes de face à la rue Villeré, vingt-neuf pieds un pouce et trois lignes de largeur sur la ligne du fond, sur cent vingt-sept pieds dix pouces de profondeur.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une maison de résidence basse en bois, couverte en ardoises, élevée en deux pièces, chacune deux chambres, deux deux à feu et une cuisine haute en bois avec quatre chambres, quatre cheminées, deux de cabinet, puits, deux d'aisance, &c.

Acquise par feu Wilhelm Stepp[illegible] de la faillite de Jacob F. Mayer suivant acte au rapport de E. L. Lewis, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 27 mai 1852.

2o—Un terrain situé dans le Quatrième District de cette ville, dans l'ilet borné par les rues Sixième, Septième, Flaquemine et Prytanée. Le dit terrain est désigné par le numéro Huit du dit ilet, d'après un plan dressé par C. A. Hedin, ci-devant voyer, le 10 de mars 1855 et déposé en l'étude de James Graham, notaire public en cette ville, et mesure trente-un pieds trois pouces de face à la rue Prytanée, sur cent vingt pieds de profondeur sur la rue Sixième de cent vingt pieds, formant l'angle de ces deux rues.

Acquise par feu Wilhelm Stoppenhagen de George W Skerrett, suivant acte au rapport dudit notaire Graham, en date du 11 d'avril 1855.

3o—Une étendue de Terre située dans la paroisse de Livingston, en cet Etat, savoir:—La moitié sud du quart nord-ouest et la moitié nord du quart sud-ouest et le quart sud-est de la section No [11] Onze, dans le township No [6] Six, et dans la rangée No [3] Trois, est, contenant trois cent vingt et soixante-quatorze centièmes acres.

Les plans de ces propriétés seront exposés à la Bourse quelques jours avant la vente.

Conditions—Pour la terre située dans la paroisse de Livingston, comptant, au moment de l'adjudication.—Pour les propriétés situées dans la paroisse d'Orléans: Un tiers du prix payable comptant et la balance en deux sommes d'égal montant à un et deux ans, du jour de l'adjudication, avec huit pour cent d'intérêt l'an, de la date, en billets de l'acquéreur à son propre ordre et par lui endossés, garantis par privilège de vendeur et hypothèque spéciale sur la propriété vendue jusqu'à parfait paiement.

Les actes de vente, ainsi que les timbres de revenu aux frais des acquéreurs.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

20 juillet—aout 3,18,24,31

Dame MAGDELEINE GUENO, veuve de feu James Jos. Buss, vs. JOSEPH-JEAN-BAPTISTE EMILE BOUCHET.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 15,993—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un Terrain situé dans cette ville, sur le bayou St Jean, et faisant partie de l'ancienne habitation connue sous le nom de "Briqueterie Gueno".

Ledit terrain est désigné par le Numéro Huit de l'ilet Numéro Huit, d'après un plan dressé par J. A. D'Hemécourt, alors voyer de la Municipalité No 3, le 17 de mars 1849 et déposé en l'étude de Joseph Lisbony, alors notaire public en cette ville.

Le dit ilet No Huit est compris entre les rues Columbus, Laharpe, Rocheblave et Dorgenois. Le dit terrain a, mesure américaine, trente deux pieds [illegible] pieds neuf pouces sur quatre cent cinquante pieds [illegible] Columbus, sur cent cinquante [illegible].

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de la demanderesse suivant acte au rapport du dit notaire Lisbony, en date du 15 mars 1852.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

7 août—16,24, septembre 1, 8

SEVENTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE

Crescent Mutual Insurance Company of New Orleans.

NEW ORLEANS, MAY 22, 1866

The Trustees in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company, on the 30th day of April, 1866.

Fire Premiums	$962,134 71	
Marine	129,305 15	
River	536,949 59	
		$1,627,389 45
Amount of Earned Premiums		988,461 44
Losses paid and estimated		
Fire Losses	$ 24,482 14	
Marine	78,662 08	
River	249,265 50	
Paid discount in lieu of scrip	79,784 27	
Paid Taxes	18,192 84	
Paid reinsurance	61,397 21	
Profit and Loss, Interest, General Expenses, Stamps, less Discount, &c	149,166 60	
		676,730 21
Net Profits		$307,751 23
Amount of Premiums to participate in Scrip Dividend		$694,711 00

The Company have the following Assets.

Notes secured by mortgage	$ 89,445 00
Loans on pledge of stocks	29,464 49
Bills Receivable	51,158 51
Real Estate	85,000 00
Invested in Consolidated and City Bonds	70,000 00
Invested in Bank Stocks	90,380 00
Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account	58,280 29
Vallette Dry Dock Company	1,875 00
Due for Premiums in course of collection	185,568 12
Cash on hand	237,628 52
	$947,199 90

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, President.

HARRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS,
CITY OF NEW ORLEANS.

Sworn to and subscribed before me this 22d day of May, 1866.

G. H. BRAUGHN,
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of SIXTY per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30th, 1866; for which certificates will be issued on and after the second Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-President.
HARRY V. OGDEN, Secretary.

—TRUSTEES.—

Thos. A. Adams,	Sam'l H. Kennedy,
C. T. Buddecke,	James J. Haune,
Sam'l B. Newman,	A. Duthill,
P. H. Foley,	Wm. Edwards,
J. Norman Jackson,	A. G. Ober,
A. Thomson,	A. B. Reading.

my24 2wd

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO.,
New Orleans, 61 Camp street.

TENTH ANNUAL STATEMENT
FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1865.

Amount of Premiums for the year ending December 31, 1865, viz:

On Fire Risks	$190,093 73	
On Marine Risks	65,422 67	
On River Risks	247,646 87	
		$503,163 27
Unterminated Risks, December 31, 1864		39,709 00—542,872 2
Unterminated Risks, December 31, 1865	63,343 00	
Return Premiums Dec. 31, 1865	3,344 64—	66,687 65
Net Earned Premiums December 31, 1865		$476,184 63
Losses paid during the same period, viz:		
On Fire Risks	$34,740 62	
On Marine Risks	75,282 23	
On River Risks	66,322 58	$176,345 43
Add Reinsurance		31,449 44
Fifteen per cent. Discount		75,144 18
Expenses, Taxes, etc., less Discount and Interest		31,182 14
Profit and Loss, etc., Loss on Assets		131,955 05—449,435 24
Balance		$26,749

The Company have the following assets viz:

Invested in City and State Bonds	$464,855 60
Invested in Bank and Gas Stocks	211,760 00
Loans on Pledge	112,500 00
Bills receivable for Premiums	41,821 23
Premiums Due in course of Collection	86,455 04
Scrip of Mutual Insurance Companies	19,460 00
Uncurrent Funds	9,749 75
Cash in Bank	189,635 07
Total amount of assets	$1,128,374 09

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the company.

THOMAS SLOO, President.
JAS. EDWARDS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this seventeenth day of January, 1866.

SAMUEL MYERS,
Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The Interest of SIX PER CENT. on the Outstanding Certificates of Scrip will be paid on and after the 12th day of February next.

THOMAS SLOO, President.
JNO. G. GAINES, Vice-President.
JAMES EDWARDS, Secretary.

DIRECTORS

Jno. G. Gaines,	H. T. Lonsdale,
Jno. C. Ricks,	Sumpter Turner,
E. J. Hart,	B. Bisone,
J. H. Stauffer,	J. B. Bres,
Henry Renshaw,	Theo. A. James,
Thos. Sloo,	J. C. Barrelli.

jan19 dlm

Louisiana Mutual Insurance Co.

CORNER OF CAMP AND GRAVIER STREET

TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Total premiums for the year ending February, 1866 .... $ 993,549 64

Viz: Fire Premiums	$296,455 48	
Marine do	156,702 71	
River do	380,381 45	
Less Return Premiums	$ 3,899 00	
Less Unterminated Premiums	51,686 00	
		$ 55,485
Net earned Premiums		$848,061 61
Losses paid, viz—		
Fire Losses	$66,345 64	
Marine Losses	131,366 92	
River Losses	215,190 84	
	$412,903 30	
Reinsurance	50,229 24	
General Expenses, Taxes, Interest and Profit and Loss	140,915 13	
		604,045 73
Net Profits		$244,015 88

The Company have the following Assets, viz—

Invested in Real Estate	$ 37,663 62
Invested in Mortgages on Real Estate	58,262 50
Invested in City and other Bonds	101,380 00
Invested in Bank Stocks	105,130 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	119,494 00
Loaned on Pledges	18,650 00
Bills Receivable	55,294 81
Premiums in course of collection	137,861 16
Cash on hand	204,149 21
	$877,835 06

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHARLES BRIGGS, President.

J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 16th day of March, 1866.

EDMOND MEUNIER,
Third Justice of the Peace for the Parish of Orleans

The Board of Trustees have resolved to declare a Scrip dividend of thirty-five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 28th February, 1866, for which certificates will be issued on and after the 2d day of July next.

The Scrip Certificates issued for the year 1860 will be redeemed, also six per cent. interest on all outstanding Certificates of Scrip will be paid on the second Monday of May, 1866, to the holders thereof, or their legal representatives.

CHARLES BRIGGS, President.
A. CARRIERE, Vice President.
J. P. ROUX, Secretary

TRUSTEES

Charles Briggs,	Archibald Montgomery,
Ant. Carriere,	Henry J. Vose,
George A. Fosdick,	Jas Jackson,
Mason Pilcher,	E. Marquez,
R. Brugier,	Alfred Dolhonde,
E. Cramer,	Charles Weisbaum,
Charles Lafitte,	A. Lescourt,
John S. Maunsell,	Frank Williams,
P. Anderson,	Thomas Byrne,
Alfred Kearny,	John Thornhill,
A. R. Montgomery,	W. A. Violett,
A. F. Frerichs,	D. Piaggio,
A. P. Noblom,	Hugh McDonald,
George W. Dunbar,	Harlow J. Phelps,
E. F. Stockmeyer,	Wm. M. Pinckard,
Geo. W. Hyman,	Henry H. Bryan,

mh21 1y S. L. Wooldridge.

N. O. Mutual Insurance Company OF NEW ORLEANS.

SIXTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement

Amount of Premiums unearned 1864		$74,773
Premiums received during the year ending 31st December, 1865.		
On Fire Risks	$195,126 27	
On Marine Risks	38,823 05	
On River Risks	67,692 41	
		301,641 73
Total Premiums		$376,414 73
Less Premiums unearned 31st Dec., 1865	$93,284 00	
Return Premiums	3,384 67	
		96,668 67
Net earned Premiums		$279,746 06
Losses:—		
On Fire Risks	$54,420 00	
On Marine Risks	20,624 85	
On River Risks	51,744 19	
	$126,789 13	
Taxes	13,170 18	
Reinsurance	5,823 60	
General Expenses, less interest account	18,471 77	
Interest on Scrips	21,936 80	
		186,731 5[illegible]
Net Profit		$93,014 49
The Company have the following assets		
Bills receivable for Premiums	$6,306 88	
Notes secured by Pledge and Mortgage	113,548 38	
Due for Premiums in course of collection	73,076 71	
Gas Light Co. Stock, Louisiana State, City and other Bonds	161,990 00	
Scrips of sundry Mutual Insurance Companies	102,000 00	
Real Estate	26,314 45	
Cash on hands	77,663 47	
		$560,799 87
Less: Unclaimed Interest on Scrips	6,655 20	
Interest payable on outstanding Scrips	21,936 80	
Claims unsettled	13,309 00	
		41,900 00
		$518,899 8[illegible]

STATE OF LOUISIANA,
Parish of New Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on this day, the 9th of January, 1866, before me, the undersigned, a Notary Public, in and for the parish aforesaid, personally appeared JULES TUYES, President, and J. W. HINCKS, Secretary, of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, did depose and say that the above statement is just and true, and a correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.
J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 9th day of January 1866.

F. CHAS. CUVELLIER, Notary Public.

The Board of Directors have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent. on the net earned premiums of the Company, for the year ending 31st December, 1865, for which certificates will be issued on and after the 2d day of April next.

The interest, of six per cent. due, on the outstanding certificates of profits, will be paid to the holders thereof, or their legal representatives, on and after the second Monday of March.

—DIRECTORS.—

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
G. W. Babcock,	Wm. Steven,
George Urquhart,	Joseph Deynoodt,
J. A. White,	Charles Lafitte,
W. F. Vredenburg,	J. M. Lapeyre,
T. Bailly Blanchard Jr.,	Jules Tuyes.

jan10 3md

John Duray, Samuel M. Todd, subrogé, vs le capitaine et les propriétaires du bateau à vapeur "Fanny Pearson."

CINQUIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 15,799—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI dix-huit de septembre 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de

Le bateau à vapeur FANNY PEARSON ensemble avec sa machine, ses meubles, &c., tel qu'il se trouve aujourd'hui dans le Nouveau Bassin, au pied de la rue Cedar.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

18 août—27—4 11 18 sept

JUDICIAL [illegible]

Mrs. Widow de St Romes, vs. Mrs. Widow Fanny Blanc & als., fifa against P. E. Wiltz and J. V. Catalogne.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 19,471.—By virtue of a writ of fi fa to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans in the above entitled case, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the Twenty-eighth day of August, 1866, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:—

1. TWELVE LOTS OF GROUND situated in the Montreuil District, Faubourg Washington, Third District, in this city, designated by the Nos. 1 to 12 inclusive, in the square bounded by Desiree, Piety, Girod and St. John the Baptiste streets, according to the private plan drawn by J. A. Pueyo, late surveyor, dated 24th September, 1844, and deposited in the office of C. V. Foulon, notary public, in this city, according to said plan said lots of ground measure, in English measure each, 28 feet 5 inches front on said Desiree street, the same measurement on the rear line, by a depth of 120 feet on both sides between parallel lines. Lot No. 1 forming the corner of Desiree and Girod streets, and lot No 12 forming the corner of Desiree and St. John the Baptiste streets.

2. FOUR LOTS OF GROUND contiguous to each other, situated in the Faubourg St. John, a short distance from the Bayou St. John, in the former First Municipality now Second District of this city, designated as lots Nos. One and Two, on a plan drawn on the 25th November, 1851, by Adolphe Knell, architect, &c., and deposited in the office of Joseph Lisbony, late a notary public in this city, according to which plan said two lots of ground measure, in American measure, as follows: Lot No 1, forming the corner of Washington and Second streets, measures 31 feet front on Washington street, by 127 feet 6 inches and 5 lines in depth and front on Second street, and the same depth on the other line separating it from lot No. 2, hereinafter described, and 31 feet on the rear line, and lot No. 2 measures also 31 feet front on Washington street, the same measure on the rear line, and 127 feet 10 inches and 5 lines in depth on both sides.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS
Sheriff of the Parish of Orleans

jy27 aug4 13 21 28

Bertrand Saloy vs. Charles Senzeneau.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 18,349.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 11th day of September, 1866, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:

1. A LOT OF GROUND situated in the Faubourg Washington, in the Third District of this city, designated by the No. Seven of square No. Seven, bounded by Piety, Love, Louisa and the Mandeville streets, measuring thirty two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and twenty feet in depth, between parallel lines, according to a plan made by Gurlie, architect, on the 14th December, 1848, and deposited as plan No. Thirty-five of book of plans No. Five, in the office of L. T. Caire, then a notary public in this city.

2. A LOT OF GROUND in the same square, designated by the No. Six on the plan above referred to, measuring thirty-two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep, between parallel lines.

3. TWO LOTS OF GROUND situated in the same square, designated by the Nos. Eight and Nine, adjoining each other and measuring as follows: lot No. Eight, thirty-two feet eight inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep. Lot No. Nine, thirty-two feet seven inches front on Piety street, by one hundred and ten feet deep.

Together with the use and privilege of two alleys for the use of said lots and others.

Together with all the buildings and improvements on said lots.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS
Sheriff of the Parish of Orleans.

aug11 20 29 sep11

Joseph Bazanac vs. Theophile Bertrand and John Hewlett, Jr.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 18,310.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, the 11th day of September, 1866, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:

A LOT OF GROUND, situated in the Suburb Treme, Second District of this city, at the north corner of Dumaine and Treme streets, and being part of the lot of ground designated by the No. [illegible] the square No. fifty, bounded by Dumaine, Treme, St Philip and Marais streets, on a plan drawn by the surveyor of this city on the 8th August, 1822, and annexed to an act passed before the 10th of November of the same year before Felix de Armas, then a notary public in this city, measuring, in American measure, thirty two feet in inches and two lines front on Dumaine street, by a depth of sixty seven feet and five lines front on Treme street.

Together with all the buildings and improvements thereon, consisting of a one-story and attic Dwelling House, bricked between posts, slate-roofed, having four rooms, (two with fire places) closed gallery and attic; and two rooms in the attic. A two story Kitchen bricked between posts, slate roofed, having two rooms (two with fire-places) yard paved with bricks, and water works. The whole divided into two tenements.

Being the same property which the defendants acquired by purchase from Isidore Eugene Pinard, as per act passed before Alex. Dreyfous, notary public in this city, dated May 1st 1856.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

HARRY T. HAYS,
Sheriff of the Parish of Orleans

aug11 20 29 sep11

Citizens Bank of Louisiana vs. Pierre Jean Aroni.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 27,157—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Second District Court of New Orleans in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the eighth day of September 1866 at 12 o'clock, m, the following described property, viz:

TWO LOTS OF GROUND situate in the suburb Washington, in the Third District of this city, in the square bounded by Levee, Elmire, Moreau and Congress streets, designated as the Nos One and Two, on a plan drawn by J. A. Pueyo, surveyor, on the 18th of March 1844, measuring in American measure as follows:

LOT NO. ONE, thirty feet two inches and one line of front on the Public road, between Elmire and Congress streets, thirty feet on the rear line, one hundred and thirty-three feet seven inches and five lines and a half deep on the upper side, and one hundred and thirty feet seven inches and one-fourth of a line in depth on the lower side.

Together with thirty (30) shares of the capital stock of the Citizens Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

LOT NO. TWO, adjoining the preceding one, measures thirty feet two inches and one line front on the Public road, thirty feet on the rear line, one hundred and thirty feet seven inches and one-fourth of a line in depth on the upper side and one hundred and twenty-seven feet six inches and three lines in depth on the lower side.

Together with thirty (30) shares of the capital stock of the Citizens Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

Together with all the buildings and improvements thereon and thereto, and all the rights to the batture belonging to said property.

Being the same property acquired by the defendant by purchase from Joseph Marrero per act before A. D. Boudousquie, notary public in this city, on the 8th day of April, 1853.

Seized in the above suit.

Terms—The purchaser to furnish two stock notes in favor of the Citizens Bank of Louisiana each for the sum of six hundred and seventy-two dollars [illegible] payable respectively 1st December [illegible] and renewable according to the provisions of the charter of said Bank. The purchaser to assume all the obligations and responsibilities [illegible] the Citizens' Bank and the stock notes [illegible] to be identified with the act of mortgage [illegible] Citizens' Bank before [illegible] and with the act of sale by J. Marrero to P. J. Aroni, dated April [illegible] before A. D. Boudousquie, notary public, and the balance of the Sheriff's sale in cash at the time of sale, and the balance of the price of adjudication cash on the spot.

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

aug7 16 24 sep1 8

LEGAL NOTICES.

Succession of Jean P. Smith.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—Whereas Jos. Terence P. [illegible] has petitioned the Court for letters of administration on the estate of the late Jean Pierre Smith, deceased intestate. Notice is hereby given to all whom it may concern to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court.

A. J. VILLERE,
Deputy Clerk

aug21 26 28

Succession of John L. Henderson.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 18,[illegible]—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by the administrator of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

A. J. VILLERE Deputy Clerk.

aug21 26 28

Successions of Ely Fonbène and of Jeanne Durand, his wife—Nos. 18,018 and 19,120.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by the administrator of this estate should not be homologated and approved, the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

A. J. VILLERE,
Deputy Clerk

aug21 26 28

Succession of Joseph Rienke

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 18,453—Notice is hereby given to the creditors of this Estate and to all other persons herein interested to show cause within two days from the present notification, (if any they have or can,) why the account presented by the testamentary executrix of this Estate should not be homologated and approved, the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

A. J. VILLERE,
Deputy Clerk

aug21 26 28

THE STATE OF LOUISIANA, FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 8th day of August, 1866, Judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit:

No. 17,610—Margaret Dunn, wife of Bertrand Dufour, vs. her Husband.—By consent of parties, this case was this day taken up and submitted to the Court for adjudication on the evidence on file, when the Court considering the law, evidence and pleadings to be in favor of plaintiff. It is ordered, adjudged and decreed that there be judgment in favor of the plaintiff decreeing a separation of property between them: that said plaintiff be authorized and empowered to transact and manage her property separate from her husband, that she do have and recover of her said husband, Bertrand Dufour, the sum of one thousand dollars, with legal interest from judicial demand and costs of suit, and with the privilege granted by law for dotal rights.

Judgment signed 8th August, 1866

(Signed) PAUL E. THEARD, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the Seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 8th day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six and the ninety-first year of the Independence of the United States.

(Signed) JOHN M. COONEY,
Deputy Clerk.

aug18 3t

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST

NO. 136 CANAL STREET,
BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS

HE continues to perform all operations in Dento Surgeon in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English.

The Mechanics' and Agricultural FAIR ASSOCIATION OF LOUISIANA.

AT a special meeting of the Board of Directors, held at the Mechanics' Institute on the 12th instant, it was unanimously resolved that the first Grand Fair of this Association shall be held at the Fair Grounds, city of New Orleans, commencing on the TWENTIETH OF NOVEMBER ensuing.

Inventors, manufacturers, agriculturists, stock raisers and others, from any portion of the United States, desirous of being represented in this Industrial Exhibition can obtain full information by addressing the officers of the Association.

LUTHER HOMES,
Secretary and Treas.

I. N. MARKS, President.

C. H. SLOCOMB, Chairman
of the Committee on Fair Grounds.

PETER TOTANS, 89 Fulton street, N. Y.

DEALER in Ivory. Has constantly on hand a large Stock of Billiard Balls of every size. Cloth, Cues and Trimmings, and everything appertaining to billiard business. Martingale Rings, (Checks, Keno) Canes and Cane Handles, and Ivory in general. All orders promptly attended to at 89 Fulton street, New York, or at Factory, corner Sydam street and Myrtle Avenue Brooklyn, New York.

Notice.

I HAVE this day sold my entire interest in the firm of WHEELOCK, FINLAY & CO., to the remaining partners.

F. O. WOODMAN.

New Orleans, July 19th, 1866.

Referring to the above notice, the undersigned having purchased the interest of Mr. F. O. Woodman in the firm of WHEELOCK, FINLAY & CO., will continue the Importing and Wholesale Dry Business at the same stand, under the firm and style of WHEELOCK, FINLAY & BALL.

E. B. WHEELOCK,
THOS. K. FINLAY,
WILLIAM BALL.

New Orleans, July 19th, 1866.

Carpetings, Curtains Mattings, &c

WE have lately received a handsome assortment of CURTAIN MATERIALS, such as Satin de Laine, Reps, Worsted Damasks, and Lace Curtains of various qualities. Loops, Gimps, Cornices, Bands, Pins, &c., &c. CARPETINGS of all kinds and qualities. FLOOR OIL CLOTHS, MATTINGS, and all articles in our line, which we offer at greatly reduced prices.

A. BROUSSEAU & CO.

Removal.

THE office of the New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad has been removed to No. 86 Canal street, near Old Levee street.

GEO. W. SQUIRES,
Secretary

[illegible] SALES.

G. DE FERIET'S SALES.

Succession of A. F. Avegno—No. 18,913.

Valuable Building Lots in the Second District of this City and fronting on Toulouse, Burgundy and St. Peter streets.

BY G. de FERIET, Auctioneer
Office, No. 42 Royal street.

SATURDAY, September 8th, 1866, at noon, at the Merchants and Auctioneers Exchange Royal street, between Canal and Customhouse streets, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated the 2d June 1866, the following described property belonging to said succession, viz:

1. FOUR LOTS OF GROUND in the Second District of this city, in the square bounded by Toulouse, Dauphin, St. Peter and Burgundy streets, designated by the Nos. 7, 8, 9 and 10.

Lot No. 7 measures 32 feet 4 inches and 5 lines front on St. Peter street, by 103 feet 10 inches and 6 lines in depth.

Lot No. 8, adjoining lot No. 7, measures 42 feet 1 inch and 2 lines front on St. Peter street, by 128 feet 2 inches in depth.

Lots Nos. 9 and 10 adjoin each other, and measure each 32 feet 3 inches and 4 lines on Burgundy street, by 90 feet 11 inches in depth.

2. A VACANT LOT OF GROUND situated in the Third District of this city, designated by the number 4, in the square number twenty-one bounded by Rousselin, Dorgenois, Abadie and Aubry streets, having thirty one feet seven inches front on Rousselin street, by one hundred and forty feet [illegible] in depth, according to a plan made by J. A. Pueyo, on the 24th of May, 1841.

Terms—One third cash, and the balance on a credit of one and two years, in notes of the purchasers, secured by special mortgage, and bearing six per cent. interest per annum from date to maturity and eight per cent. thereafter until final payment, the said notes to be divided to suit the vendors.

Acts of sale, including U. S. Internal Revenue Stamps, before Charles Stringer, Notary Public, at purchaser's expense.

aug18 [illegible] sept 7

S. GUINAULT'S SALES.

Property on Carondelet Walk, in front of the Old Basin.

SUCCESSION OF WIDOW HONORE ALCIDON.

BY S. GUINAULT, Auctioneer.
Office, corner Bienville street and Exchange Alley.

SATURDAY, 25th August, 1866, at 12 o'clock, m, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated 14 July, 1866, the hereinafter described property, to wit:

A LOT OF GROUND situated in the Second District of this city, in the square bounded by Carondelet Walk, St. [illegible] streets, measuring [illegible] feet front on Carondelet Walk, by a depth of [illegible] feet, [illegible], and on the [illegible] feet 11 inches [illegible] together with a two story frame house [illegible] on the ground floor, [illegible] gallery, back kitchen, cistern, well, privy, etc.

Terms—Cash in U. S. currency.

Act of sale before A. D. Armas, notary public, at purchaser's costs, together with the Revenue Stamps.

jy24 aug4 [illegible]

Succession of Adam Nuber and his Wife.

BY S. GUINAULT, Auctioneer.
Office, corner Exchange Alley and Bienville streets.

ON SATURDAY, August 25th, 1866, will be sold at 12 o'clock m., at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated July 13th, 1866, the following described property, to wit:

TWO CONTIGUOUS LOTS OF GROUND situated in the Third District [illegible] bounded by Casa Calvo, France, Moreau and Lesseps streets designated by Nos 9 and 10 of square No. [illegible], according to a plan of L. Surgi, dated [illegible] July [illegible] and deposited in the office of Joseph Cuvillier, notary, said lots measure each [illegible] feet 4 inches front on France street, by [illegible] feet in depth. Lot No. 10 [illegible] the corner of France and Casa Calvo streets, together with a frame house No. [illegible] France street, of two rooms, back gallery and two cabinets, a frame kitchen, with a shed covering the court, [illegible] from the house to the kitchen, cistern, well, privy, etc. etc.

THREE OTHER CONTIGUOUS LOTS OF GROUND adjoining the preceding, and extending to the same plan designated by Nos. [illegible] and measuring each [illegible]. A plan of said property will be exhibited at the Exchange a few days before the sale.

Terms—One third cash, and the balance at 12 and 18 months credit in notes [illegible] bearing interest at 8 per cent. [illegible] in case [illegible] at the Bourse a few days before the sale. The buildings to be insured [illegible] and the policy transferred to the vendors. The whole guaranteed by mortgage on the property and Acts of sale before A. Dreyfous, notary public.

jy24 aug 25 [illegible]

Succession of Mrs. Mary Ann Harley—No. 27,131.

By S. GUINAULT, Auctioneer
Office: Bienville street and Exchange Alley.

ON SATURDAY [illegible] will be sold at 12 o'clock m. at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated [illegible] 1866, the hereinafter described property, to wit:

A LOT OF GROUND [illegible] situated in the Third District, in the square bounded by [illegible], Dauphine, France and Mazant streets, measuring [illegible] feet front on [illegible] street by [illegible] feet in depth [illegible] yard.

[illegible]

Terms—Cash.

Act of sale before W. [illegible] at the purchaser's expense.

J. B. CROZAT'S SALES.

Succession of Reine Chalk, Wife of Jacob Muller, No. 27,103.

BY J. B. CROZAT, Auctioneer
Office [illegible] Exchange Alley.

WILL be sold on THURSDAY [illegible] at 12 o'clock m. at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated [illegible], the following described property, to wit:

A CERTAIN LOT OF GROUND situated in the Third District [illegible].

[illegible]

Terms of sale—Cash. [illegible]

[illegible]

United States Marshal's Monitions.

Colman Wolf vs. the British Schooner Emma, her Tackle, Apparel and Furniture.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT for the Eastern District of Louisiana.—Notice is hereby given, that the Admiralty warrant [illegible] the schooner EMMA [illegible] Apparel and Furniture [illegible].

[illegible] at New Orleans [illegible] MONDAY [illegible] and that all persons claiming the said property [illegible].

United States Marshal's Office, New Orleans [illegible]

CUTHBERT BULLITT,
United States Marshal.

aug14 [illegible]

United States vs. 35 Barrels Rum.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE EASTERN DISTRICT OF LOUISIANA—No. [illegible]—[illegible].

[illegible]

United States Marshal's Office, New Orleans, [illegible] seventh day of August, 1866.

CUTHBERT BULLITT U. S. Marshal.

aug15 21 28 sept4

United States Marshal's Monition.

United States vs. British Bark Maria and 10 octaves of Absynth.

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE EASTERN DISTRICT OF LOUISIANA—No. [illegible]—Notice is hereby given, that by virtue of an Admiralty warrant, to me directed, I have seized and taken into possession the British bark MARIA, her Tackle, Apparel and Furniture, and ten octaves of ABSINTH, [illegible] by the United States of America, for [illegible] before the [illegible] now pending in the District Court of the United States [illegible], and that the [illegible] court will be held at the City of New Orleans, on the first MONDAY [illegible] day of the [illegible] term, to show cause, if any they have or can, why the said Property should not be condemned and sold [illegible].

United States Marshal's Office, New Orleans, Seventeenth day of August, 1866.

CUTHBERT BULLITT, U.S. Marshal

aug18 21 28 sept5

PRIVATE DISEASES.

MR. F. GAUDOZ, Druggist, from Paris, informs the public that he has opened [illegible] consulted daily at the [illegible] corner of Canal and Burgundy streets, where he attends exclusively to the treatment of Chronic, Private and Venereal Diseases. The most desperate cases of Syphilis, Ulcers, Sores, Eczema, Prurigo, [illegible], Rosy Drops, Spots, Chronic Gonorrhea, Gleets, Orchitis, Cataracts, [illegible] of both sexes [illegible] radically cured.

Consultation hours from 8 A. M. to 2 P. M.

Dr. Ricord's Opiat and Injection.

THE above Preparations are the only ones used by Dr. Ricord for the rapid cure of Gonorrhoea and Gleet.

For sale by E. GAUDOZ,
corner Canal and Burgundy sts

Office Superintendent N. O. J. and G. N. R. R.

NEW ORLEANS, August 16th, 1866

CHANGE OF TIME.

ON and after SUNDAY, the 19th inst., the regular passenger train will leave the Depot, foot of Calliope street, at 7 A. M. and 4 P. M. making close connections at Grand Junction, Humboldt and Cairo.

The Excursion train for Magnolia and the regular train of Sunday morning will leave as heretofore. Passengers going North or Canton, on Sunday, will leave at 3 P. M.

After this week an extra train for Magnolia will leave New Orleans at 7 A. M. on Sundays and return on Mondays.

Excursion tickets good for the regular train of Saturday, returning and down on Sunday, and either the extra or regular train South on Monday, can be procured at the Depot.

T. S. WILLIAMS,
General Superintendent.

aug18 2t

Paris Universal Exhibition—1867.

NOTICE.

HAVING been appointed by his Excellency Gov. Wells, Agent and Commissioner to represent the interest of the State of Louisiana at the UNIVERSAL EXHIBITION at Paris, in 1867, I respectfully inform all residents of this State desirous of exhibiting Machinery or Produce, etc., at the above Exposition, that I will impart all information within my reach, and facilitate the forwarding of packages to the place of destination, if addressed on the subject through Postoffice box 612, New Orleans.

EDWARD GOTTHEIL,
Agent and Representative Paris Universal Exposition, 1867.

jy6 tf

NOTICE.

Bank of Louisiana.
New Orleans, 21st June, 1866.

IN consequence of an arrangement made with the Bank of America, for the occupation of a part of this Banking-House, all persons having Bank Boxes or Special Deposits of any kind in its vaults, are requested to withdraw them immediately, otherwise it will be necessary to have them removed to the vaults of the Branch of the United States mint at the risk of the owners.

JNO. W. IRVINE, Cashier.

Copartnership.

THE undersigned have this day formed a copartnership in commendam, under the name of QUEYROUZE & BOIS, for the transaction of a general Grocery, Wine and Liquor business, as per act before Selim Magner, a Notary Public in this city.

LEON QUEYROUZE,
OSCAR BOIS,
J. AVET, in commendam,

at the Blue House, corner Bienville and Old Levee.

The undersigned continues, as heretofore, a general Commission and Importation business.

J. AVET.

OFFICE OF THE

ATLANTIC INSURANCE COMPANY

OF NEW ORLEANS,

132 .... Gravier Street 132

between Camp and St. Charles streets.

JULY 5th, 1866.

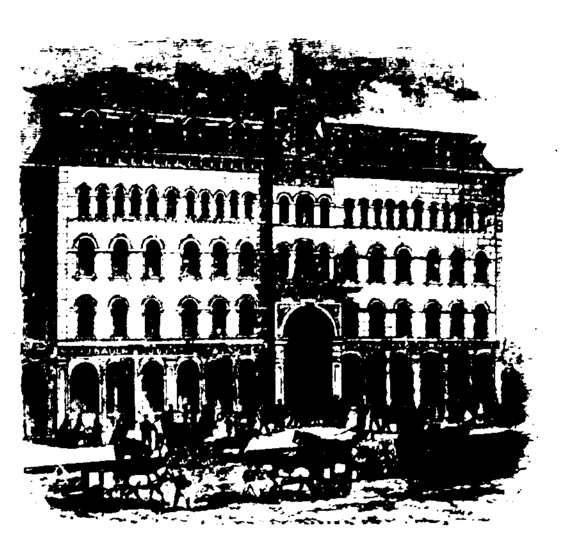
This Company is now prepared to take FIRE, MARINE, RIVER and INLAND TRANSPORTATION RISKS on the most favorable terms.

EDWARD RIGNEY, President.
WM. P. KELLOGG, Vice Pres't.
H. P. JANVIER, Secretary

jy6 tf cod

CROSBY OPERA HOUSE

ART ASSOCIATION.



PROSPECTUS.

IN the Spring of 1865 Mr. U. H. CROSBY completed the [illegible] OPERA HOUSE, at a cost of $600,000. Owing to the great excess of its expense over the [illegible], [illegible] from the enhanced value of [illegible] the war [illegible] the progress of the work, [illegible] to devote the [illegible] the purpose of giving to Chicago this noble work [illegible].

[illegible]

[illegible] OPERA HOUSE ART ASSOCIATION [illegible] of the Opera House [illegible] of Paintings and Engravings [illegible] of the Opera House and [illegible].

[illegible] THE CROSBY OPERA HOUSE ART ASSOCIATION has been formed [illegible].

[illegible] WHICH ENTITLE THE HOLDER TO RECEIVE ONE OR MORE OF THE FINE CLASS STEEL ENGRAVINGS HEREINAFTER DESCRIBED, A SHARE IN THE AWARD OF PREMIUMS and free admission to the Galleries of the Association [illegible].

THE ASSOCIATION WILL, ON THE FIRST OF OCTOBER NEXT, AWARD ITS THREE HUNDRED AND TWO PREMIUMS TO MEMBERS

FIRST PREMIUM:

THE CROSBY OPERA HOUSE!

—AND—

THE LOT UPON WHICH IT STANDS.

Fronting 140 by 180 feet on Washington street, Chicago, one of the finest buildings in America—erected at a cost of $600,000 and now yielding, exclusive of the Opera House proper, a yearly rental of $[illegible]—together with all the Splendid Stage Scenery, Machinery, Furniture, Fixtures and Accessories.

ADDITIONAL PREMIUMS.

THREE HUNDRED PAINTINGS!

INCLUDING AMONGST OTHERS OF GREAT VALUE, BIERSTADT'S GREAT WORK, "THE YO SEMITE VALLEY," WORTH $20,000.

For Full List of Paintings, SEE CATALOGUE.

THE SUBSCRIPTION BOOKS WILL CLOSE ON SATURDAY, THE 22d OF SEPTEMBER, 1866.

And on the 1st of OCTOBER following the award of Premiums will be publicly made at the Opera House.

DETAILS OF THE DRAWING.

The Subscription Books, on being closed, will be placed in the hands of the following gentlemen, who have kindly consented to act as the Chicago Members of the Committee to conduct the award of Premiums:

WM. F. COOLBAUGH Pres't Union Nat. Bank	JAS. H. BOWEN Pres't Third National Bank
AMOS T. HALL, Treasurer C. B. & Q. R. R.	JAS. C. FARGO Agent American Express
E. G. HALL [illegible]	FRANCIS A. HOFFMAN Ex-Lieut. Governor
CLINTON BRIGGS Ewing, Briggs & Co.	I. Y. MUNN, [illegible]
J. C. DORE, President of the Board of Trade	C. A. ELLIS Pres't Second National Bank

These gentlemen, together with [illegible] others [illegible] as they may add to the number for the purpose of fairly representing the interests of [illegible].

SOLE MANAGEMENT OF THE AWARD.

ALL ITS DETAILS WILL BE ARRANGED AND EXECUTED BY THEM

The Plan of the Award Adopted is the following:

Two hundred and ten thousand numbers representing the certificates issued will be placed in one wheel, and three hundred and two tickets inscribed with the names of the premiums (viz: the Opera House, three hundred Paintings, and the [illegible]) will be placed in another. From these wheels a number and a premium will be drawn at the same time, and the number drawn will take the premium drawn with it.

The Premiums will be ready for delivery immediately upon the result of the award being known, and the person by whom the First Premium is drawn will receive [illegible] Title to the Crosby Opera House, subject only to the existing leases, the rents [illegible] to the person to whom the property shall be awarded from the day upon which the drawing takes place. Information relative to the Title and legal arrangements will be furnished on application at the Real Estate office of Messrs. Reese & Ayres, Chicago.

Certificates, Five Dollars.

The Purchaser of a Certificate will receive with it either one of the following beautiful Steel Engravings "The Little Wanderer," or "Gathering Apples," which at publishers' rates are worth the price of the Certificates.

Subscribers for two or more Certificates will receive Engravings worth the amount of the Certificates taken. For Engravings issued to these

SEE PROSPECTUS.

U. S. CROSBY, Esq.

CHICAGO, ILL., June 1st, 1866.

DEAR SIR,—We have been pleased to learn that you have decided to adopt the "Art Union" principle in the disposition of your Opera House.

While we should be glad to know of your success in a [illegible] enterprise, under any circumstances, it would add greatly to our gratification to reflect that in accomplishing your own wishes you had given additional impetus to the development of aesthetic taste amongst us. That this would be one of the natural result of the distribution, as proposed, of a large number of first class paintings and engravings, we have no doubt and we congratulate the public upon this fact, as well as upon the undoubted [illegible] of the enterprise. We trust it may be made entirely satisfactory, guarantee that the enterprise will be fairly and honorably conducted.

With every wish that you may succeed, we are, dear sir, yours very truly,

E. B. McCAGG	CLINTON BRIGGS, Ewing, Briggs & Co.
W. F. COLBAUGH, Pres't Union National Bank	JAMES H. BOWEN, Pres't Third National Bank.
S. B. COBB	CHAUNCY T. BOWEN, Bowen Brothers
HIRAM WHEELER, Wheeler Munger & Co., Elev'r.	JAS. C. FARGO, Sup't American Express.
THOS. CHURCH	GEO. L. DUNLAP, Sup't Northwestern R. R.
J. A. ELLIS, Pres't Second National Bank	N. K. FAIRBANK
A. W. MACK, Ed. and Prop. Chicago Republican.	J. C. DORE, Pres't Board of Trade.
AMOS T. HALL, Treasurer C. B. & Q. R. R.	GEO. P. HEALY
MAHLON D. OGDEN, Ogden, Fleetwood & Co.	ELISHA S. WADSWORTH
I. Y. MUNN, Munn & Scott, Elevator.	GEO. S. BOWEN, Bowen Brothers.
JEROME BEECHER	W. F. STOREY, Ed. and Prop. Chicago Times.
WESLEY MUNGER, Munger, Wheeler & Co., Elev's	PERRY H. SMITH, Vice Pres't Northwestern R. R.
E. H. BADDUCK	C. M. HENDERSON, C. M. Henderson & Co.
E. I. TINKHAM, Cashier Second National Bank	H. D. MAGEE
CHAS. L. WILSON, Ed. and Prop. Chicago Journal	F. C. SHERMAN, Ex-Mayor
H. E. SARGENT, Gen. Freight Ag't M. C. R. R.	PHILIP WADSWORTH, P. Wadsworth & Co.
W. E. DOGGETT, Doggett, Bassett & Hills	L. Z. LEITER, Field, Palmer & Leiter
H. W. HINSDALE, Hinsdale, Simons & Endicott	FRANCIS A. HOFFMAN, Ex-Lieut. Governor
S. D. KIMBARK, Hall, Kimbark & Co.	PETER PAGE, City Assessor.
IRA HOLMES, Cashier Third National Bank.	JULIUS S. RUMSEY, Ex-Mayor
E. G. L. FAXON, Faxon & Co.	DAVID A. GAGE, Sherman House
A. G. BURLEY, Burley & Tyrrell	CARL F. W. JUNGE, Cashier Mech. National Bank.
NATHAN MEARS, Mears, Bates & Co.	A. C. HESSING, Editor Staats Zeitung.

NOTICE.—In ordering Certificates please name Engraving desired, and if ordered, forwarded by mail, send 8 cents postage. Send Drafts, Post-office Money Orders or Greenbacks, with address of Town, County, and State, carefully written, as every Certificate is fully registered.

All orders for Certificates and communications should be addressed to

U. H. CROSBY, Actuary A. A.,

And directed either to 28 Crosby's Opera House, Chicago, Illinois, or to 625 Broadway, New York.

aug21 3td [illegible]

MISCELLANEOUS.

REPORT OF THE GRAND JURY

Relative to the Water Works and Slaughter Houses Above the City—Letter from the Superintendent of the Water Works Department.

NEW ORLEANS, August 21, 1866.

To the Hon. Judge of the First District Court, Parish of Orleans.

SIR—In consideration of the prevalence of cholera and other diseases in our midst, we the Grand Jury of the parish, have deemed it proper to submit this special report in relation to a communication, of which the following is a correct copy:

"COMMERCIAL BANK, WATER WORKS DEP'T, August 14, 1866.

"To the Hon. Grand Jury of the Parish of Orleans:

"Gentlemen—The Water Works Department of the Commercial Bank having been called upon by your Honorable Foreman, for information with reference to the impurity of the water taken from the river, and supplied by pipes to the city, caused by throwing offal, refuse from slaughter houses, etc., into the river above the works of the Company, at the foot of Richard street, I have respectfully to state that the suction pipes of the river occasionally become clogged by such matter being drawn into them, requiring constant attention to keep their orifices clear.

"At the present moment two large vessels lie at the wharves immediately above and in front of the suction pipes, and act as fenders to guide the floating offal, etc., out into the current. When they have been loaded and gone the collection of offal matter will naturally increase as in all cases.

"How many slaughter houses exist above the works I cannot say, but their entire removal to the lower part of the city would be a public benefit.

"A petition signed by more than five hundred of our most prominent citizens for such removal of slaughter houses, was addressed to the council last spring, and reported favorably by resolution of the Committee on Police, and passed the Lower Board, June [illegible], but failed to become a law. On the 1st of July, the city passed [illegible], 1866, an act of Senate No. 230 N. S. authorizing the erection of slaughter houses in the Fourth District, and still under no [illegible] ordinance, [illegible] approved [illegible], [illegible] expressly forbidden. As it is the law has become a repeating clause, [illegible].

"The employes of the company are not invested with any special police power, and it must in a large measure rely upon the activity of the officers intrusted with such functions.

"Every diligence is exercised now to keep the suction pipes clear from all offensive matter, and after the water is pumped into the reservoirs, a laborer is engaged throughout the day, in skimming the scum which forms upon the surface.

"Respectfully, your obedient servant,

WM J. McCULLOCH, Superintendent

Many persons of this city (especially the poorer classes, amongst whom most of the deaths by cholera lately have taken place) use the hydrant water for drinking and other purposes.

We belive that the water must be impure and unhealthy, and liable, if not to create disease, at least to increase that which may exist.

We recommend that the city authorities should take this matter into immediate consideration, and that, besides passing the requisite ordinances, they should petition the legislature asking that it be in their power, they would pass an act that there should not be allowed to exist any slaughter houses, or similar nuisance above the city, within a specified number of miles.

We consider such an act of the legislature necessary, because the [illegible] of the city's authorities cause the removal of such establishments from the upper portion of the city, they could be [illegible] above the city limits, and would be as great a nuisance as now.

We request that a copy of this report be forwarded at once to the city authorities, and at the same time we desire to remind them of our report of August 10th, 1866, to this court.

Respectfully submitted,

FRANCIS RAWLE, Foreman.

Speech of Gov. Perry, of South Carolina, in Philadelphia.

PHILADELPHIA, August 14.—This evening an other meeting took place at the National Guards Hall, the second of a series to take place under the auspices of the Johnson Clymer Club during the session of the National Convention, and to be addressed by the leading delegates in attendance.

Gov. Perry of South Carolina, was introduced, and said he had come from South Carolina in the spirit of General Grant who had said that there was nothing better than for the people of the North and South to intermingle with each other, that prejudices would be swept away and the [illegible] would be united into one great people, a power among the nations of the earth. Though he had come from South Carolina, he would say that he had always been a Union man. He believed in the doctrine of Washington's Farewell Address, that our nation must ever remain one in government, spirit and love.

South Carolina had accepted in good faith the results of the late contest. She had contended for the principles of secession, a right in which she never believed himself, a right in which he had stood almost alone among his neighbors, the friend and advocate of the old Union. The State of South Carolina had honestly believed in secession [illegible] she had now fully accepted the situation as she had told President Johnson last summer, when appointed Provisional Governor. South Carolina was as loyal to-day as Massachusetts. She has sworn obedience to our government, and however warm-hearted her people may be, they are honest and honorable [illegible] beings. They are now as loyal to the United States as the people of Pennsylvania. Her people have now thrown down their arms, have framed conventions, and have restored the State to her allegiance. South Carolina was the first State to accept the constitutional amendment abolishing slavery, and has decreed that it shall never be restored. Truly, that was some evidence that her people were loyal!

South Carolina may have done wrong and sinned heavily, but is it not the character of Christian charity to forgive them who sin? She was her love for you! South Carolina expected after she had conformed to all requirements of the President of the United States, that the Union would be again restored, and that she would be a member. She had understood that for what had been fought for the Union, and after she had closed with a loss of four hundred thousand lives and hundreds of millions of dollars her representatives are not allowed to enter Congress. Are not ten States deprived of representation? While their citizens are taxed without their consent? Is that a republican form of government? If the Southern States are to be reduced to the condition of colonies, the country is fixed for a series of degraded sections which will lead to the destruction of the government. Licentious [illegible] prevail at the North. [illegible] to the South. He wished to say a few facts on this, that their position. When the President proclaimed the [illegible] free, he informed his people the [illegible] that they were free to do as they chose, but that they desired to do so freely, should remain as before under his care. Not one of them had left him.

In South Carolina at present there was scarcely an instance of a [illegible] the warmest interest in that race. No oppression exists there except it be as a wanton atrocity, as the robberies or murders which occasionally occur in these Northern cities. In regard to the national debt, South Carolina, with her sister States, though the debt was incurred in conquering the South, yet they will not consent to repudiate one dollar of it. The South has lost all but her honor. Nor does any man in South Carolina believe that the Confederate debt will ever be accepted by the United States. They do not ask it. They are willing to be taxed to pay the national debt. The income will not long remain on our country, for within the course of twenty or thirty years this debt will be wiped out. [illegible] Congress will see that economy in expenditure is now of most vital importance.

President Johnson and his Predecessor.

(From the New York Times.)

The opponents of the President, in their efforts upon the stump, habitually accompany attacks upon his policy with regretful allusions to the departed Lincoln, who is represented as having occupied a position exactly the opposite of that held by his successor. Mr. Speaker Colfax in Indiana, and Mr. ex Postmaster General Dennison in Ohio, have resorted to this artifice within the last few days. Their aim is apparent. It is to use the dead to damage the living. And to accomplish this, Mr. Lincoln is described as the adherent of a policy with which the Congress that now is would have been satisfied. "Had Mr. Lincoln lived, there would have been no trouble about the South," is the burden of the Radical cry. "With Mr. Lincoln in power, Congress would have pursued its course undisturbed, and the plain import of all these Radical references to the martyr President.

To call this disingenuous is scarcely to do it justice. It is a piece of unadulterated dishonesty. Mr. Lincoln may not have had all of Mr. Johnson's robust pugnacity, but he had the same purposes, relied upon the same means, and in his lifetime encountered the same species of hostility. In its essence, the policy of the living President is the policy of his predecessor. The principles to which Johnson inflexibly adheres are the principles to which Lincoln was openly and unequivocally committed. Every measure that has been adopted by the President we now have is a part of the legacy he inherited on his advent to power. For all that he has done he has a justification in the avowed plans and opinions of him to whom the Radicals now render a hypocritical homage.

There is not one of the views insisted upon by the Radicals which can boast of the sanction of Mr. Lincoln's name. Their disdain to his renomination, as expressed by Mr. Thaddeus Stevens, is proof sufficient that they had measured the man, and found him too liberty for their standard. His generous nature spurned the notion of vindictive punishment. He has put his foot down upon all schemes of confiscation, disfranchisement and dismission. He never forgot that the war was waged to restore the Union, and that being accomplished, he had no thought of probation, or penalties, or conditions, save the single condition of acquiescence in the known results of the conflict. Resentments, or exclusions, or stipulations were, in his judgment, impolitic, as well as degrading to the victorious power. His great duty was to restore unity to the nation with the least possible delay, and to achieve this he was willing to receive back the South with open arms and the warmth of a magnanimous heart. Judging from what is known of his intentions, from his words and acts, Mr. Lincoln, had he lived, would have been even less exacting than Mr. Johnson; he would have invited the South to resume its constitutional functions on every respect, and he would have insisted upon its right to immediate representation in Congress.

We say this not hypothetically or as a matter of guesswork, but in full view of Mr. Lincoln's plans, as from time to time proclaimed by himself. Of this, therefore, we are confident, that had he lived his policy would have been identical with that for which President Johnson contends, and the Radical abuse now heaped upon him would have been poured upon his head.

Both Messrs Colfax and Dennison, then, presume upon the forgetfulness of the public when they venture to compliment Mr. Lincoln at the expense of Mr. Johnson. The country remembers that conspicuous Radicals complained of Mr. Lincoln ere he was murdered, as too friendly to the South to please their taste, and it remembers, also, that divers reverends, holding high places in the Radical Church, blasphemously ascribed the murder to a Providential appreciation of the want of a sterner man to punish the Southern people. Mr. Lincoln had not a spark of Radicalism in his composition. He was, as President Johnson is, a sound, Conservative, constitutional champion of the Union, and was detested by the Radicals in consequence.

PETROLEUM IN TEXAS.—A letter from the borings in Nacogdoches county, Texas, says:

At eleven feet they struck a small vein of oil—the boring is now twenty feet—have struck harder stone and have to drill—stone not so hard as to greatly impede progress. Indications the same all the way, and very flattering as to final success.